

La loi Blanquer s'intitule « pour une école de la confiance ». Si un ministre voulait restaurer la confiance dans l'Ecole, la confiance dans sa mission d'intégration et d'émancipation grâce au savoir et à la culture, il ne trouverait pas de contradicteur. Qui donc, en effet, voudrait dire : non, je ne veux pas que la confiance revienne en l'Ecole, qu'elle soit accordée aux enseignants pour faire progresser tous les élèves ? Personne.

Mais non contestons la capacité de cette loi à restaurer la confiance. Ce texte, élaboré sans consultation des organisations représentant les personnels, est déconnecté de la réalité du terrain, des personnels, des collectivités territoriales.

- Nous nous opposons à la création d'Établissements des Savoirs Fondamentaux sans avoir réfléchi en amont à la manière dont ces structures vont fonctionner, sans projet adapté aux territoires et construit par les enseignants et les parents d'élèves, sans donner aux conseils d'école le droit de refuser cette évolution. Où est la confiance envers les enseignants et les directeurs d'école ? Où est la confiance envers les parents ?
- Nous nous opposons à la création de Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés qui vont mettre en difficulté les élèves en situation de handicap en réduisant les temps d'accompagnement. Dans les faits les PIAL risquent de dégrader encore davantage les conditions de travail des AESH, sans répondre à leurs besoins de formation et d'un temps complet. Où est la confiance envers les personnels ? Où est la confiance envers les élèves les plus fragiles ?
- Nous dénonçons l'exposition des symboles républicains dans les salles de classe sans avoir réfléchi aux moyens pour construire du sens avec nos élèves, sans cohérence avec un véritable apprentissage de la citoyenneté.
- Nous dénonçons le trompe l'œil d'une obligation scolaire dès 3 ans, présentée comme un progrès alors qu'elle concerne déjà 97 % des enfants, et qui va surtout aboutir à contraindre les municipalités à financer les écoles privées.

Le Sgen-CFDT, avec de nombreux syndicats de l'EN, revendique une transformation de l'Ecole qui fasse reculer le poids de l'appartenance sociale dans la réussite scolaire. M. le ministre Blanquer, seule une véritable égalité des chances permettra de rétablir la confiance en l'Ecole. Et si, M. le ministre vous nous entendez et réécrivez cette loi, soyez conscient que cela ne suffira pas à répondre à cette crise démocratique que nous vivons depuis plusieurs mois.

Nous devons tirer les leçons de ce qu'il s'est passé ces derniers mois, souvent à l'écart de nos organisations. C'est pourquoi nous, Sgen-CFDT, avec les autres syndicats de la CFDT, revendiquons un pacte social et écologique. Entre les « invisibles » qui galèrent et les plus riches qui font sécession, la fragmentation sociale et territoriale ronge notre pays. Où est la confiance quand le sentiment se développe que les différentes catégories sociales n'habitent plus le même monde ?



Manifestation intersyndicale le Clermont Ferrand le 30 mars 2019 contre la loi
Blanquer

Déclaration

AUVERGNE

Seule la sortie du court-terme, le partage des richesses et la participation des citoyens aux décisions permettront de répondre à la crise sociale et écologique. Seule une nouvelle politique économique, sociale et fiscale permettra de réparer la confiance dans l'action des pouvoirs publics et la confiance dans notre modèle républicain.